ADRESSE AUX ANGLOIS;

PAR

UN REPRÉSENTANT

DE

LA NATION FRANÇOISE.



A PARIS,

Chez DESENNE, Imprimeur-Libraire, au Palais Royal, nos. 1 & 2.

1791.

ADRESSE AUX ANGLOIS;

Par un REPRÉSENTANT *de la Nation Françoise.*

PEUPLE généreux, ami de la liberté, & par conséquent de la vérité, j'ai déjà osé vous la dire une fois; je vais vous parler encore son langage; vous êtes digne de l'entendre.

De quelque manière que l'on vous ait peint la révolution françoise, & la désorganisation momentanée des pouvoirs dans le passage orageux d'un état de choses à un autre, & le trouble instantané de nos finances dans la plus immense liquidation qui ait jamais été faite par un peuple, & les défauts excessivement exagérés d'une constitution établie au milieu du choc des passions les plus violentes, & les excès qui ont résulté de la guerre de deux ans entre l'intérêt général & les intérêts particuliers; vous n'avez pu méconnoître le grand caractere qui a marqué cette étonnante révolution. Les François veulent être libres sous l'empire de la loi exécutée par leur roi: c'est notre constitution intérieure.

Placés cependant au centre de l'Europe, & liés avec toutes ses nations par une foule de relations & d'intérêts, nous n'avons pu manquer de considérer de loin quelle seroit notre constitution politique, relativement à nos voisins & à tous les peuples du globe.

Les principes de notre conſtitution auroient été abſolument faux, s'ils n'avoient pu s'appliquer en même temps à notre politique extérieure. Il n'y en a qu'une, comme il n'y a qu'une morale. Les droits entre les nations ſont les mêmes que les droits entre les individus. Ce qu'un homme doit à un autre, une nation le doit aux autres nations ; & lorſque, dans la déclaration des droits des hommes, nous avons appris à chaque François ſes droits & ſes devoirs, nous avons enſeigné à la France ce qu'elle avoit de droits & de devoirs vis-à-vis de tous les autres peuples.

On ne pouvoit faillir en établiſſant la conſtitution ſur la baſe éternelle de la justice. C'est de ces principes qu'a découlé naturellement, & ſans effort, la déclaration que nous avons faite de n'entreprendre aucune guerre dans un eſprit de conquête. Pouvions-nous ne pas placer au nombre de nos lois, celle de reſpecter les propriétés des nations, nous qui avions élevé de ſi puiſſantes barrieres autour des propriétés de chaque individu ? Pouvions-nous autoriſer le brigandage national, appelé *conquête*, nous qui proſcrivions de la ſociété la plus légere ombre d'injuſtice ? De longues erreurs avoient juſqu'ici abuſé les nations, & l'une de celles qui avoient été le plus fatiguées de la maladie conquérante, devoit être des premieres à revenir de cette froide fureur. Notre régénération auroit été incomplette, ſi nous euſſions gardé dans notre ſein le germe deſtructeur de toute ſociété, ce principe qui les a toutes perdues, *que l'on peut attenter à la propriété de ſes voiſins.* Ce gouvernement eſt perfide, qui met au nombre des vertus nationales la violence envers les autres peuples ; il corrompt les citoyens, en logeant le vice dans leur cœur, car on eſt bien près d'être injuſte avec les indi-

vidus, quand on croit qu'il est beau, quand on croit seulement qu'il est permis de l'être avec les nations.

Ce n'est pas ainsi, j'en conviens, que divers potentats ont pensé jusqu'aujourd'hui. Accoutumés à regarder les pays qu'ils gouvernoient comme un domaine qui leur étoit propre, ou qu'ils devoient au moins s'approprier, la passion d'acquérir est devenue chez eux la maladie de conquérir. Cette maladie morale, connue sous le nom de cupidité, & qui n'est, chez un simple citoyen, qu'une source d'injustices obscures, devient, dans un roi, une éclatante & solennelle iniquité : il la fait partager à son peuple ; il enivre ses sujets de la vapeur funeste qui l'a mis lui-même en délire ; il les enfle de l'orgueil le plus faux, celui de se montrer féroces & méchans ; il vicie, il corrompt individuellement chacun de ces cœurs que la nature avoit faits droits & justes ; & son avarice ne pouvant être satisfaite qu'aux dépens de leur propre sang, il voit ces insensés se glorifier, ou d'égorger, ou d'être égorgés, pour accroître les possessions d'un seul homme.

Une nation libre ne raisonne pas de cette maniere ; & lorsque cette nation se régénere par le sentiment de l'indignation & par la haine des injustices qu'elle a éprouvées, c'est la justice qui vient présider à sa constitution, & qui s'assied sur le trône national. Tel est le mouvement qui nous a inspirés, lorsqu'après de si longs regnes d'un despotisme qui nous avoit rendus l'objet du mépris de l'Europe, nous avons brisé nos fers, & que nous nous sommes réveillés d'un trop long assoupissement. Il falloit bien que, fatigués de l'injustice, nous nous promissions d'être justes ; qu'indignés de notre longue servitude, nous prissions l'engagement de respecter les droits des peuples ; que passionnés pour l'égalité politique

des hommes, notre foi morale adoptât le dogme politique de l'égalité des nations; & que, respectant le sceau de l'humanité dans nos semblables, nous étendissions ce sentiment à tous les hommes & à tous les peuples.

Mais si nous nous rapprochons de toutes les nations par notre respect pour leurs droits, elles ne peuvent manquer de se rapprocher de nous par le sentiment de l'estime, & peut-être de la reconnoissance. Sans doute c'est un spectacle nouveau sur la terre que celui d'une grande nation qui se constitue sur les principes de la bonne foi & de l'équité; elle n'inspire aucune crainte, elle fait naître la confiance. Il en est des nations comme des individus. L'homme de cœur estime toujours son pareil; il se forme de même entre les peuples qui aiment la justice, une tacite alliance; & je ne sais quel respect réciproque les invite à se rapprocher.

Lorsque l'Europe a commencé à sortir de la barbarie, quand les rois ont eu des armées, & que les peuples ont eu des arts, il s'est établi entre les Etats un équilibre politique que l'Europe avoit intérêt à conserver, & que chaque puissance avoit intérêt de rompre. Mais l'expérience nous a appris que si l'Europe a été garantie par-là d'invasions étrangeres, elle n'a éprouvé que plus de guerres intestines; en sorte que la guerre est devenue notre état habituel, & que la paix n'est qu'une treve. Les alliances ont été illusoires, les traités ont été perfides; chaque grande puissance a occupé, elle a quitté à son tour le trône sanglant où elle s'étoit assise, & chacune d'elles a mis à s'affoiblir & à descendre, tous les moyens qu'elle avoit jugés propres à s'agrandir & à monter.

C'étoit l'enfance de la raison & de la politique;

car l'équilibre même donne des motifs à le rompre. La méfiance en eſt le principe. Inviter les peuples à ſe ſurveiller réciproquement, c'eſt ſemer entre eux un germe de diviſion & de guerre ; & les conſtituer ſur la jalouſie, c'eſt la juſtifier & l'accroître. De là ſont venues cette fureur de prépondérance qui a coûté tant de ſang, ces guerres éternelles, maladie des cabinets Européens. Les miniſtres les ont fait naître, ou pour ſe rendre néceſſaires, ou pour ſe donner un faux air de ſupériorité ; & chaque grande puiſſance a produit un roi tourmenté de la fureur des conquêtes. Je ne m'appuie point ſur cette vérité ſi commune, que les peuples ont été les victimes de ces ambitions. Q'importe aux rois le ſang des peuples? Et ſi les hommes ſont aſſez ſtupides pour s'égorger en furieux pour un mortel couronné, où eſt ma miſſion pour les rendre ſages?

Mais on peut dire à une nation éclairée & libre, que le temps eſt venu d'adopter une autre maxime. Ce n'eſt pas la méfiance qui doit être la baſe d'un ſyſtême politique, c'eſt la confiance. Ce n'eſt pas en diviſant conſtitutionnellement les nations, qu'on peut les rendre heureuſes ; c'eſt en les uniſſant par une alliance commune. L'alliance des Etats grecs les rendit invincibles, la jalouſie de l'équilibre politique les perdit. Tant que deux religions ont mis les Suiſſes en équilibre, ils ont été ennemis : s'ils ne ſe fuſſent pas réunis en un ſeul état fédéré, les Suiſſes n'exiſteroient plus ; & ce qui fera la proſpérité de l'Amérique ſeptentrionale, c'eſt de s'appeler les Etats-Unis. L'Europe, quoi qu'on en puiſſe dire, eſt une grande république, liée par pluſieurs intérêts communs ; elle a tous les élémens dont peut ſe compoſer une alliance générale ; & ſa poſition ſur le globe l'appelle naturellement à ſe réunir, comme la ligue germa-

nique eſt liée par une même langue & un même droit public, comme l'Amérique ſeptentrionale devoit s'unir pour le même ſyſtême. La nature, en traçant ſur le globe certaines grandes diviſions, a dicté les ſyſtêmes politiques des Etats que ces diviſions renferment. C'eſt en vain que nous voulons lutter contre elle; nous ſommes obligés de rentrer dans les grandes enceintes qu'elle a tracées. Ainſi, la Chine s'eſt formée en un ſeul empire, dont la nature avoit deſſiné les contours. Ainſi, les Etats de l'Afrique ſont formés d'après ſa grande configuration, & ſur les diviſions inférieures qu'elle renferme. Ainſi s'eſt diviſée l'Amérique, tandis que ſes iſles, partagées aux puiſſances comme les appoints d'un calcul, comme les menus poids dans la balance, ont été diſtribuées ſans prévoyance & ſans principes. Les colonies enfin ſont des points iſolés ſur le globe, dont s'emparent ou la force ou l'induſtrie, & qui ſe détachent de la métropole quand elles ſont accrues au point d'être plus groſſes que le tronc.

L'Europe, fatiguée peut-être de ſes éternelles guerres, qui n'ont pas même ſervi à la grandeur de la plupart de ſes rois, a maintenant une tendance naturelle à les finir. On ſe laſſe à la fin d'immoler la fleur de ſes hommes, pour s'emparer de quelques villages qu'on eſt obligé de rendre à la paix; de contracter des dettes immenſes, pour une guerre qui ne produit rien, & de ſe ruiner en effet, pour conquérir en eſpérance. C'eſt un ſpectacle au moins ridicule, que celui de ces nations européennes, qui, ſans haine, ſans querelle, ſans paſſions, & ſouvent ſans objet, vomiſſent des armées immenſes qui ſe détruiſent de ſang froid, & qui, au bout de pluſieurs années, ſe retirent du combat, épuiſées & pauvres. L'expérience ſera juſtice de ces folies. Les

peuples, & peut-être aussi les rois, comprendront tous qu'ils seront plus heureux & même plus puissans, quand ils cultiveront chacun leur industrie particuliere, & que le calcul est plus sûr de cultiver sans interruption, que d'égorger périodiquement la dixieme partie de son peuple, & de le ruiner deux ou trois fois dans un siecle.

C'est même pour vous, peuple anglois, que sont faites ces grandes maximes. A la vérité, vous êtes isolés du reste de l'Europe. On a observé que votre situation au sein des mers vous a valu ce caractere particulier qui vous distingue, & votre passion pour la liberté, & la constitution qui en a été le fruit. C'est elle qui vous fait régner sur l'Océan, votre domicile naturel. Mais on peut dire encore que, dans le systême politique de l'Europe, votre scission géographique vous a permis de vous former un systême particulier; en sorte que vos vaisseaux ont attaché le continent à votre isle, sans que le continent ait pu jamais vous enchaîner à lui. C'est par-là que, commerçans & guerriers à la fois, vous avez inventé les guerres de commerce, qui ne pouvoient convenir qu'à vous, mais qui ne devoient pas vous convenir toujours. Tout peuple a des moyens particuliers dont il compose son agrandissement, & qui, lorsqu'il continue d'en user trop long-temps, accélerent nécessairement sa chute. C'est par cette exagération de leurs systêmes particuliers que tant de peuples ont péri. Les nations ambitieuses peuvent être comparées à ces corporations qui, après s'être élevées, par une conduite habile, à une très-grande puissance, suivent toujours leurs anciennes maximes, lorsqu'autour d'elles tout est changé. Un choix heureux les leur fit prendre; l'orgueil, l'opiniâtreté, l'habitude & le souvenir des succès les leur font

garder ; elles tombent, & ne peuvent pas croire à leur chute.

Il eſt des bornes à l'agrandiſſement. Il n'eſt donné à aucun être dans la nature de croître toujours. C'eſt donc à ſe maintenir que doit aſpirer tout corps politique, lorſqu'il eſt parvenu à la grandeur qui lui convient. Peut-être êtes-vous arrivés à ce point de grandeur ; car je n'oſe dire que vous l'avez dépaſſé. Jugez vous-mêmes ſi la baſe des trois royaumes peut ſupporter un plus haut édifice. Voyez encore jusqu'où peut aller la puiſſance humaine, pour conſerver au loin de vaſtes poſſeſſions, & s'il n'eſt pas des bornes auſſi dans l'exécution & la vigilance. Calculez juſqu'à quel point peut être tendu le reſſort de votre puiſſance, & ſi, en le forçant encore, vous ne vous expoſez pas à le rompre. Voyez enfin juſqu'où peut être portée une grande dette nationale, ſi jamais elle ne doit être liquidée, & à quels chocs s'expoſe un Etat, lorſqu'il eſt forcé de liquider en diſcrédit, & dans un moment peu opportun.

Je touche avec ménagement cet objet délicat, ſoit parce qu'un étranger ne peut pas ſe flatter de connoître parfaitement vos reſſources politiques, ſoit parce que la probité m'ordonne de reſpecter le crédit d'une nation, comme on reſpecte celui d'un individu. Mais je vous regarde comme un peuple ami ; & je ne puis penſer, ſans frayeur, que votre dette eſt immenſe ; que vous ne la ſoulagez qu'en l'accroiſſant ; que vos reſſources ſont éventuelles, & vos rentrées de fonds diſpoſées dans des climats lointains ; que votre baſe territoriale, la ſeule vraie & ſolide, ne répond pas à l'immenſité de vos engagemens ; & que votre bilan national, toujours renvoyé, toujours livré aux haſards de l'avenir, expoſera ſûrement votre poſtérité à des convulſions violentes, s'il n'entraîne pas ſa ruine.

Vous pouvez examiner ce que vous ont couté toutes vos guerres, & vos ſubſides à tant de puiſſances, & vos dépenſes ſecretes diſtribuées à l'intrigue par l'intrigue, & les ſacrifices faits aux conquêtes, & l'entretien d'une marine exagérée, & tant de vaſtes & ſouvent inutiles préparatifs ; & vous pouvez calculer s'il n'y auroit pas maintenant un ſyſtême plus économique & plus politique à ſuivre ; ſi enfin vous ne pourriez pas compter avec vous-même, & vous liquider inſenſiblement & ſans efforts.

La ſituation politique de la France vous en offre le moyen & l'occaſion. Cette nation, jadis votre rivale, va devenir votre amie. Elle ne veut faire de guerre à perſonne. Elle eſt fondée principalement ſur le ſyſtême agricole, qui fit quelque temps ſon bonheur, & qui convient à ſa poſition & à ſon ſol. Sa baſe induſtrielle eſt en elle-même, & cette mine féconde ne peut être de long-temps épuiſée. Sa conſtitution enfin aſſure la longue durée des principes qui doivent fonder ſa proſpérité intérieure, cette proſpérité qui eſt pour un Etat, ce qu'eſt, pour un homme de bien, la jouiſſance de ſoi-même.

La France eſt donc néceſſairement en paix avec vous, à moins qu'une folle ambition ne vous porte à troubler ſon repos, & à tenter, ſans motifs, de quoi ſont capables vingt-ſept millions d'hommes libres, & qu'on vient inquiéter chez eux. Mais votre intérêt eſt d'être en paix avec elle. Car, outre que l'inimitié active de voiſins, tels que nous ſommes aujourd'hui, pourroit vous donner, à ſon tour, des inquiétudes, pluſieurs raiſons doivent vous faire adopter ce mot d'un de vos plus grands politiques : *La paix avec la France, & la guerre avec tout le monde.* Nos traités & nos rapports commerciaux ſont juſqu'ici à votre avantage, & vous

devez le garder long-temps. Nos rivalités commerçantes n'auront plus le même objet; ou, si nous courons la même carriere industrielle, ce sera l'émulation du plus habile, & non la guerre du plus fort.

Observez cependant que le systême politique de l'Europe est changé. Vers l'Orient, si long-temps barbare, se forment de grandes puissances, dont l'ambition doit réveiller l'attention de l'Occident. Déjà elles ne se bornent plus à être des puissances continentales, & elles aspirent à la jouissance des mers. Elle leur est due sans doute, & il n'est pas dans nos principes d'établir sur l'Océan des priviléges exclusifs. Mais nous devons pourtant considérer ce que leur ambition pourroit, un jour, entreprendre, & prévoir le moment où l'Orient réuni conspireroit contre l'Occident. Et puisque l'Europe ne peut se passer encore de cet équilibre politique qui sert de frein aux ambitieux, les puissances océaniques sont intéressées à prévenir les convulsions que pourroient leur préparer de grandes puissances continentales.

Un temps viendra, & c'est l'espérance des François, où tous les peuples, réunis, se rapprocheront les uns des autres par les opinions politiques, pour s'accorder dans leur conduite, & où les alliances & les traités de paix ne seront plus des traités de guerre. Ces grandes familles, que l'on appelle des nations, seront à la fin convaincues qu'une confiance réciproque doit les animer. De ce point heureux, elles arriveront à une commune alliance; & la grande fédération européenne n'est pas une chimere aux yeux de ceux qui savent lire dans l'avenir. Il n'est pas absurde de prévoir les conséquences qui doivent résulter des principes établis par la nation françoise, de cette égalité civile des hommes qui conclut à l'égalité politique des nations, & qui rapproche les

peuples dans l'univers, comme elle réunit les citoyens dans la république. Toutes les combinaifons politiques entre les nations ne font pas épuifées; elles ne le font pas plus que les diverfes formes de gouvernement. Ariftote & Montefquieu n'ont pas tout dit; & quand ils ont expofé tout ce qui fut, ils n'ont pas prévu tout ce qui pourroit être. La guerre, quoi qu'on en dife, n'eft pas l'état naturel de l'efpece humaine; c'eft fon état d'enfance & d'imperfection. Après que des peuplades, récemment forties des forêts, & s'établiffant dans des cités, y ont porté leurs animofités, leurs jaloufies & leur rudeffe, leur droit public refte long-temps fondé fur la haine & fur le droit du plus fort, & leurs traités font fignés avec du fang. Telle eft encore l'Europe, où les defcendans des Cimbres, des Teutons, des Francs, des Arabes & des Romains, ont laiffé de longues traces de leurs anciennes querelles, & fondé le duel entre les nations comme entre les individus. Ce n'eft-là qu'une demi-civilifation : *manent adhuc veftigia ruris*. Il faut bien que l'efpece humaine, parvenue à fa maturité, arrive à cette époque de la raifon, dont tout l'effet fe réduit à mieux connoître fes intérêts. Peut-être a-t-on droit de penfer que, lorfqu'une fois on a découvert cette vérité fimple, que la conftitution de chaque peuple doit être fondée fur la juftice & fur le refpect envers tous les autres, il ne peut s'établir entre eux tous que de pacifiques & vertueufes relations : &, j'ofe le dire, c'eft une vérité que les François ont découverte; ils l'ont confacrée dans leur code, ils l'annoncent, ils la promulguent, ils la préfentent à l'univers comme un gage de leur bonne foi, ils en font la bafe de leur droit public. Il eft impoffible que cette vérité, profeffée & propagée par un grand peuple, &

dans une langue connue de tous, ne répande son influence sur l'Europe entiere, & que de là elle ne s'étende insensiblement sur tout le globe.

Le dix-huitieme siecle est marqué par de si grands caracteres, qu'on ne peut y méconnoître une de ces époques morales de la nature, où l'espece humaine double le pas, pour arriver à la perfection. La philosophie avoit annoncé sa doctrine pacifique, qui lui avoit suscité un si grand nombre d'ennemis. Mais cette doctrine, semée dans les têtes, n'avoit pas encore enflammé les cœurs; elle étoit perdue en quelque maniere, parce qu'elle étoit répandue & disséminée sur des points isolés. Une grande fermentation s'est établie chez un grand peuple, & dans ce levain régénérateur s'est préparée la réformation de l'espece humaine. Nous avons vu les intérêts particuliers, irrités de cette guerre qui leur étoit déclarée par l'intérêt général, se soulever avec fureur; & c'est un spectacle remarquable sans doute sur une scène aussi vaste, que celui de toutes les superstitions, de toutes les tyrannies, de tous les abus, se liguant de concert pour égorger la vérité. Elle a vaincu, guidée par la liberté; mais elle n'a vaincu que pour établir la paix, fondée sur l'égalité réciproque.

Maintenant laissons au temps le soin d'achever son ouvrage. La raison établira insensiblement son empire. Les convulsions ont été pour nous; ce nous est une consolation de les avoir toutes éprouvées, si nous pouvons les épargner à l'univers. Un peuple impétueux, & plus éclairé qu'on ne pensoit, ne pouvoit se soumettre à cette marche graduelle dans laquelle la raison a si souvent été arrêtée, obscurcie, éclipsée. Impatient de jouir, il a vu le but, & il s'y est précipité. La mémorable assemblée de ses représentans a connu la nation qu'elle guidoit; elle n'a

pas voulu ſe repoſer ſur l'avenir, ni confier au haſard des événemens & à la tyrannie reſſuſcitée des abus, les deſtinées de la France. C'eſt ce qu'il falloit à la liberté ; il lui falloit une vaſte & grande exiſtence, & ce n'étoit pas trop de vingt-ſept millions d'hommes pour rendre ſes droits à l'humanité tout entiere.

Mais ſi notre conſtitution fut fondée au milieu des plus violens orages, & comme la Jéruſalem de Néhémie, où l'ouvrier travailloit, l'épée dans une main & le marteau dans l'autre, ſes imperfections, dont les rapports ſont purement internes, ſeront facilement réparées par nos ſucceſſeurs. Nous offrons toujours, dans nos relations extérieures, une politique pure, franche & ouverte, comme la ſalle de nos délibérations eſt ouverte à tous les habitans du monde. Tel eſt, peuple anglois, la nation qui veut la paix de toutes, & avec toutes. Si elle eût parlé plutôt, on auroit ſuſpecté ſon langage ; & lorſque la calomnie, venant au ſecours des tyrannies alarmées, nous préſentoit à l'Europe comme des factieux qui ne ſavoient qu'entaſſer des ruines, il étoit de notre dignité de laiſſer l'Europe dans ſon erreur. Maintenant notre conſtitution va être achevée, de grands événemens ont déchiré le voile qui nous cachoit à tous les yeux, & trois millions d'hommes armés annoncent, d'une maniere impoſante, la volonté nationale. C'eſt ce peuple armé qui proteſte à tous qu'il veut être juſte envers tous. Il ne veut conquérir des nations que leur eſtime ; le temps approche où il aura leur amitié : & s'il eſt un peuple que nous ayons eſtimé nous-mêmes au ſein de l'erreur de je ne ſais quelles haines nationales ; ſi ce peuple eſt notre voiſin ; ſi ce voiſinage en fait, non pas un ennemi naturel, mais un allié naturel ; ſi l'amour de la liberté leur donne à l'un & à l'autre des penſées & des goûts communs ; ſi la

48]

paix entre eux leur vaut la paix avec tout le monde; si l'Europe doit être entraînée un jour dans cette grande & universelle fédération, que tardons - nous ? L'humanité nous invite à ramener la paix sur la terre, ne résistons pas à sa voix.

J. P. RABAUT.

Paris, 18 *juin* 1791.

De l'Imprimerie de DESENNE, rue Royale, n°. 25.